



Universiteit
Leiden
The Netherlands

Culture de la violence, destruction des normes et déshumanisation en Afrique

Gewald, J.B.

Citation

Gewald, J. B. (2003). Culture de la violence, destruction des normes et déshumanisation en Afrique. *Marchés Tropicaux Et Méditerranéens*, 58(3000), 977-987. Retrieved from <https://hdl.handle.net/1887/4848>

Version: Not Applicable (or Unknown)

License: [Leiden University Non-exclusive license](#)

Downloaded from: <https://hdl.handle.net/1887/4848>

Note: To cite this publication please use the final published version (if applicable).

Culture de la violence, destruction des normes et déshumanisation en Afrique

Par Jan Bart Gewald

La violence a été omniprésente dans l'Afrique du XX^{ème} siècle. Son impact démographique et économique fut souvent mis en relief : on a compté les morts et on en a déduit les points de PIB qui ont manqué au continent. L'impact politique a également été vu, mais uniquement sous l'angle des Etats : affaiblissement des structures politiques héritées de la colonisation, éternelle question des frontières.

La portée sociale et culturelle de la violence, elle, a été minimisée. Or la violence telle qu'elle se manifeste actuellement en Afrique australe (Zimbabwe), occidentale (Liberia, Sierra Leone, Côte d'Ivoire), centrale (Congo(s), Centrafrique), orientale (Ethiopie/Erythrée, Somalie, Soudan) et septentrionale (Algérie) doit uniquement être considérée par rapport à l'Histoire. On ne peut l'analyser sans inclure les génocides du début du siècle, sans parler des "nettoyages" de terres subis par les Africains, sans rappeler que la colonisation a privé les gens du droit de participer à l'organisation de leur vie quotidienne parce qu'ils étaient non-Blancs.

En Afrique australe notamment, les effets de l'apartheid seront très supérieurs, sur le long terme historique, à ce que la rupture de 1994 pouvait laisser présager. Le régime issu de l'arrivée au pouvoir du Parti nationaliste en 1948 a délibérément détruit, sur le terrain, les liens culturels et sociaux. Certains théoriciens de l'apartheid avaient été emprisonnés durant la seconde guerre mondiale à cause de leurs affinités avec les Nazis ; de fait, de nombreux Nazis ont été "importés" en Afrique du Sud et en Namibie pour mettre en œuvre la politique de ségrégation.

Déshumaniser les autres

En Namibie, l'Histoire offre un exemple clair de destruction consciente et volontaire de la cohésion sociale africaine. Dans ce pays, la capitale Windhoek était déjà marquée par une division urbaine

de fait, entre une zone "noire" et une zone "blanche". Le gouvernement sud-africain décida, par rapport à l'idée qu'il se faisait de l'organisation de la vie sociale, mais aussi pour briser les risques d'opposition au pouvoir en place, que le périmètre réservé aux Noirs devait être placé à au moins 5 miles de la zone urbaine blanche. Surtout, il organisa selon ses propres critères la nouvelle ville des Noirs. Un Allemand dénommé Oswin Koehler, qui avait servi sur le front de l'Est était arrivé en Namibie à la fin des années 1940, morcela le périmètre urbain sur une base ethnique, créant *ex-nihilo* un quartier Damara, un quartier Nama, un quartier Herero etc. Si bien que des gens qui avaient jusque là habité ensemble furent complètement recomposés d'après une "ethnité" imposée de l'extérieur. Cette négation de la cohésion sociale ayant prévalu jusqu'à lors a déshumanisé des pans entiers de la société namibienne. Il a conduit à un déséquilibre moral profond qui se prolonge jusqu'à nos jours, où les normes et valeurs ont perdu leur sens, où la notion même d'humanité n'a plus de repères.

Les conséquences d'un tel processus sont très concrètes : les "déshumanisés" veulent à leur tour déshumaniser les autres. N'importe quel soldat français qui a combattu en Algérie le dit : il porte en lui des stigmates de violence qu'il transmet, le plus souvent, à son entourage. En Afrique du Sud aujourd'hui prévaut une violence inouïe, dont certaines manifestations dépassent le sens commun. Des cambriolages classiques, par exemple, donnent lieu à des actes de torture, où les voleurs (Noirs le plus souvent) utilisent des fers à repasser pour supplicier les habitants des maisons qu'ils cambriolent. En Namibie comme en Afrique du Sud, la satisfaction à exercer de la violence physique s'accroît spectaculairement dans les vols à main armée.

Au sommet de l'Etat, le constat est le même. Le gouvernement de Namibie, treize ans après la terrible guerre de 1990, ne sait ni agir ni penser autrement qu'en ter-

Jan-Bart Gewald est chercheur en histoire sociale et en histoire du génocide à l'African Studies Centre de Leiden (Pays-Bas). Spécialiste de la Namibie, il a vécu et enseigné au Botswana et en Erythrée. Il prépare actuellement une monographie sur l'histoire du génocide en Afrique au XX^{ème} siècle, tout en collaborant à un projet d'histoire sociale en Tanzanie. Ses principaux ouvrages publiés sont *People, Cattle and Land. Transformations of a pastoral society in Southwestern Africa* (avec M. Bollig, Rüdiger Köppe Verlag / Gamsberg Macmillan, Cologne et Windhoek, 540 p., 2001), *"We Thought we Would be Free"* Socio-Cultural Aspects of Herero History in Namibia 1920-1940 (Rüdiger Köppe Verlag, Cologne, 272 p., 2000) et *Herero Heroes. A Socio-Political History of the Herero of Namibia 1890-1923* (James Currey / David Philip / Ohio University Press, Oxford / Le Cap / Athens OH, 310 p., 1999).

mes de guerre et de pouvoir. L'Etat namibien a terrorisé le gouvernement régional de Caprivi en 1998, qui dû se réfugier au Botswana. De même, il s'est impliqué militairement dans le sud de l'Angola pour combattre l'Unita, puis a pris part à la guerre du Congo aux côtés de Kinshasa. La guerre demeure une raison d'être du régime, comme elle le reste, dans une large mesure, en Ethiopie, en Erythrée, au Congo-Brazzaville, au Rwanda etc.

Système politique perverti

L'impact du colonialisme sur la violence africaine ne doit pas être sous-estimé. Pourquoi la répartition des terres est-elle absurde en Namibie, au Zimbabwe, en Afrique du Sud ? En grande partie parce que les habitants d'origine ont été spoliés, pour certains massacrés. La Namibie a subi deux génocides en 1904 et 1908 contre les Hereros et les Namas. En Afrique du Sud, les immigrés ont pris les terres par la force. Au Zimbabwe, des agriculteurs Blancs qui ont acheté massi-

vement des fermes à partir de 1948 en ont chassé les Noirs qui s'y trouvaient (le mouvement avait commencé dès 1890, mais à une moindre échelle). Le résultat est partout le même : une fois que l'échelle de la violence et du respect de l'humanité a été renversée, il fut très difficile de la remettre en place.

L'Afrique peut-elle guérir de cet "empoisonnement de l'esprit" par la violence ? Renverser le processus nécessiterait la mise en place d'un Etat fort, où chaque citoyen se sentirait représenté, où il aurait les mêmes droits que les autres. L'Etat tel qu'il existe actuellement en Afrique est un échec total. Mais s'est-on réellement penché sur les raisons de cet échec ? Fondamentalement, les structures étatiques africaines n'ont pas été conçues par et pour les citoyens, mais en vue de maintenir le statu quo politique d'une part, de continuer d'assurer l'exportation de marchandises d'autre part. Le système a encore été perverti par le fait que certains groupes se sont emparés de l'Etat pour s'assurer que leur influence soit maintenue. Le cas de la Côte d'Ivoire actuelle est exemplaire : le pays traverse une période de dégradation économique et l'Etat, pris en otage par des groupes d'intérêts, ne remplit plus ses fonctions.

Il est également nécessaire d'insister sur le fait que les gens apprennent les uns des autres sur la façon de tuer, de commettre des génocides, de pratiquer la torture. De telles pratiques migrent d'une zone géographique vers l'autre beaucoup plus facilement qu'il n'y paraît. Quand le coup d'Etat du général Guei a eu lieu, les exemples du Liberia, du Niger, du Nigeria étaient évidemment présents. De même si la pratique du viol se répand actuellement en Afrique, c'est parce que les violents restent impunis sur la plupart des théâtres de guerre, cette impunité "se sait" et contribue à sa propagation. Le viol fait aujourd'hui entièrement partie de l'esprit de guerre en Afrique ; il ne constitue évidemment pas un acte sexuel mais un acte de pouvoir.

Dans le même mouvement, les prédateurs du pouvoir apprennent à manipuler des notions qui impressionnent fortement l'Occident, telles la religion et l'ethnicité. Le danger est réel : dès lors qu'ils mettent en avant de prétendues divisions ethniques, ces divisions commencent à avoir leur existence propre. Le cas est très clair en Côte d'Ivoire, où le gouvernement prétend devoir affronter

les musulmans fondamentalistes dans le Nord afin d'obtenir le soutien de l'Etat. Mais il ne faut pas s'y tromper : les ethnies et les religions ont toujours besoin d'un contexte pour "exister".

Le Rwanda, "modèle" mais pas exception

Le génocide rwandais est un concentré prodigieux des nombreux facteurs de violence qui, en Afrique, peuvent se rejoindre pour exploser. Comment 800 000 personnes ont-elles pu être tuées en l'espace de 100 jours ? Qu'est-ce qui a mené 30% de la population rwandaise à cette extrémité ? Avec ses colonisations successives, le Rwanda repose, de fait, sur une identité de groupe pré-coloniale. D'abord les Allemands, puis les Belges forgèrent le pays d'après des idées préconçues en matière raciale et ethnique. Ils organisèrent la société rwandaise en fonction. Les administrateurs belges estimèrent que les Hutus avaient été opprimés et crurent qu'ils devaient les libérer, alors qu'auparavant les Européens avaient soutenu leurs adversaires Tutsis, prétendant que ces derniers formaient une classe sociale supérieure. Jusqu'en 1984, la situation économique au Rwanda était satisfaisante, d'où une certaine stabilité. Jusqu'à ce que les cours du café s'effondrent. Au sein de l'Etat, plusieurs factions se sentirent à juste titre menacées et entamèrent une longue lutte pour garder leur contrôle du pouvoir. De là date le début véritable du génocide (on s'est ensuite assuré la complicité indéfectible de la France pour déclencher l'opération, point sur lequel les attentes des génocidaires ont été largement dépassées : non seulement les Français ne les ont pas empêché d'agir, mais l'opération *Turquoise* leur a permis de s'exiler au Zaïre après leurs crimes).

Un tel génocide peut à l'évidence se reproduire dans d'autres parties de l'Afrique. Car la particularité africaine est l'impunité dont bénéficient les auteurs de guerre et leurs complices, impunité qui a pour effet d'instaurer de véritables cultures de violence. En Somalie, par exemple, les forces armées canadiennes, italiennes, belges et américaines ont conduit leurs opérations en commettant des atrocités (actes sadiques, exécutions sommaires, viols) qui auraient paru inacceptables s'ils avaient été perpétrés aux Etats-Unis ou en Europe.

La violence médiatisée

L'Afrique représente à ce titre une espèce d'annexe sombre de l'esprit européen, rattachée à toutes sortes de préjugés raciaux. Le génocide au Rwanda fut, aux yeux de la communauté internationale, "moins scandaleux" du fait qu'il a eu lieu en Afrique. La situation actuelle le prouve : le Tribunal pour le Rwanda ne reçoit pas le soutien dont il aurait besoin et les génocidaires rwandais sont laissés, pour l'immense majorité, en liberté. Tel est l'effet du "grand désordre noir" que se représentent les mentalités occidentales : on s'attend à ce genre d'atrocités en Afrique et celle-ci en ressort donc moins coupable.

Une ultime nouveauté de la violence de ces dix dernières années est l'apprentissage, par les Africains, de la médiatisation comme arme de guerre. Aujourd'hui, l'Occident dispose d'un contrôle quasi absolu sur les flux médiatiques dans le monde entier. Mais ce rapport de force peut être inversé. C'est ce qu'ont prouvé les factions somaliennes lors de l'opération "Restore Hope" de 1992. Un soldat américain a été traîné dans les rues de Mogadiscio sous les caméras du monde entier ; les Somaliens auraient pu se contenter de tuer le soldat capturé, mais ils ont pris les Américains à leur propre jeu, mettant en scène l'événement au profit de CNN. L'effet médiatique fut si important que, peu de temps après, les Américains retirèrent leurs troupes.

L'expérience somalienne a fait date. Les Rwandais, juste au commencement du génocide, prirent la décision de tuer quelques Blancs issus des troupes de l'Onu, calculant que les troupes de l'Onu se retireraient. Le plan a marché comme prévu, les troupes belges se retirèrent et les génocidaires purent passer tranquillement à l'action. Le fait d'avoir fait s'écraser deux avions dans les tours jumelles du World Trade Center le 11 septembre 2001 participe de la même logique. Tout comme l'exploitation médiatique, par Saddam Hussein, des bavures américaines lors de la récente guerre d'Irak.

Note : cet article a été rédigé sur la base d'entretiens entre l'auteur et Sébastien de Dianous, rédacteur en chef de "Marchés Tropicaux et Méditerranéens", en mars 2003 à Leiden.